

VIOLENCES DU 17 OCTOBRE : « ON NE PEUT PAS SÉPARER LES QUESTIONS DE PILLAGE ET DE PAUVRETÉ EN FRANCE »

analyse•François Brasdefer, chercheur associé au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), décrypte les causes derrière les « situations émeutières » observées samedi



L'essentiel

- «Au moins 3.000 commerces » ont été touchés par des dégradations ou des pillages le week-end dernier, en marge des manifestations organisées contre la vie chère, selon les chiffres du gouvernement.
- Mais comment analyser ces actes, commis dans un contexte social brûlant depuis la rentrée, entre revendications des lycéens, mobilisation des fonctionnaires et action contre le prix du carburant ?
- François Brasdefer, chercheur associé au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) propose une lecture sociale de ces « situations émeutières » aussi diverses que complexes.

Des vitrines brisées, [des magasins pillés](#), des poubelles brûlées... Depuis samedi, les images des dégradations commises en marge de la [manifestation contre la vie chère du 17 octobre](#) tournent en boucle. Selon les chiffres du gouvernement, « au moins 3.000 commerces » ont été touchés. Un dispositif de soutien a été lancé, tandis que des [couvre-feux localisés](#) ont été instaurés, notamment à Marseille, Lyon ou Paris.

Mais comment expliquer les actes de la semaine passée ? François Brasdefer, chercheur associé au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), est spécialiste du vandalisme. Il a travaillé pendant deux ans sur les émeutes de 2023, liées à [la mort de Nahel Merzouk](#). Pour 20 Minutes, il propose une lecture sociologique, distinguant les cortèges classiques et massifs, les dégradations au sein des manifestations et les « situations émeutières ».

Les profils des casseurs et des pilleurs sont variés. Est-ce qu'un mécanisme peut faire « basculer » dans le pillage ?

Il s'agit plutôt de processus sociaux à étudier : on ne dégrade jamais vraiment tout seul. Et même lorsque les gens dégradent seuls, ils le font en rapport à d'autres individus ou d'autres groupes. La diversité des profils des personnes qui cassent ou qui pillent est classique sur les grandes mobilisations. Il faut abandonner l'idée de profil : les dégradations sont répandues dans les manifestations, mais aussi en dehors. Il y a des dégradations ordinaires qui se déroulent toute l'année pour de nombreuses raisons : des conflits de voisinage, des pratiques culturelles, des événements festifs... Les gens dégradent, c'est illégal, mais il faut l'analyser comme tel.

Dans les manifestations, y a-t-il des facteurs supplémentaires pour expliquer ces dégradations ?

D'une part, beaucoup de gens qui dégradent, peu importe leurs classes sociales, réproouvent la violence. Cela peut paraître paradoxal mais ils trouvent plus acceptable de s'en prendre aux biens plutôt qu'aux personnes. La gestion des manifestations crée aussi des opportunités. Ces dix dernières années, en renforçant l'armement et les confrontations à distance, on fixe les manifestants loin, puis on les disperse. Cela entraîne des situations

émeutières qui se déroulent autrement, avec des gens qui décident de protester en cassant une vitrine par exemple.

Enfin, comme toute pratique, il y a des apprentissages ou des facteurs situationnels. En quelques minutes, on voit quelqu'un casser et on se dit que c'est possible. Ce sont des mécanismes en interaction. Sur les centaines de milliers de manifestants présents dans les rues samedi, les gardes à vue ne représentent qu'une faible proportion. Il ne faut ni écraser la diversité de cette manifestation, ni la diversité des dégradations, qui peuvent choquer.

Les situations émeutières de samedi s'inscrivent-elles dans le contexte social tendu du pays depuis des semaines ?

Il faut distinguer les dégradations et les vols. Il y a des pillages, des dégradations, mais beaucoup n'ont aucun but acquisitif. Ce qu'on appelle généralement la « casse » peut avoir des motifs différents : tactique, pour attirer l'attention ou créer une barricade ; idéologique, un anticapitaliste qui brise la vitre d'une grande banque, par exemple.

On peut aussi penser à des motifs de vengeance quand les gens décident de s'en prendre à des objets ou à des institutions spécifiques. C'est ce qui rend la compréhension difficile : le sens de ces dégradations n'est accessible qu'aux personnes qui les ont faites, et différents motifs peuvent se superposer. On peut dégrader à la fois pour un motif acquisitif mais aussi politique. L'exemple le plus classique, ce sont les émeutes de la faim : voler de la nourriture pour résoudre un problème de pauvreté.

Le fond des revendications est aussi important : on ne peut pas séparer les questions de pillage et de pauvreté en France. Le 17 octobre a rassemblé des « gilets jaunes », des étudiants, des habitants de quartiers défavorisés... Ce sont des populations qui se plaignent de problèmes de vie chère depuis des années. Une mobilisation réunit des gens avec des profils différents. Il y a toujours des trajectoires et des objectifs variés. À l'échelle d'une même rue, on peut retrouver un magasin pillé puis un graffiti politique et une barricade. Ce sont trois dégradations mais elles n'ont pas forcément le même sens. Ce serait une erreur de tout réduire aux dégradations, tout comme ce serait une erreur de tout réduire à la pauvreté.

Ces dégradations peuvent-elles être considérées comme l'expression d'une colère contre l'État et ses institutions ?

La colère fait partie des motifs, elle s'y ajoute et peut les renforcer. Il ne faut pas oublier qu'exprimer sa colère ou sa frustration contre des objets matériels est quelque chose d'ancien, de classique dans la culture occidentale. Ce sont des pratiques révolutionnaires que nous connaissons tous, jusqu'aux couples brisant la vaisselle dans des comédies. Il n'y a pas de profil psychologique particulier. Les questions de violences d'État, policières, institutionnelles ou encore symboliques peuvent motiver les individus à exprimer cette colère. Les mouvements sociaux sont toujours en interaction avec le contrôle social en face.